

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, UNE CLÉ POUR UN DÉVELOPPEMENT PLUS DURABLE POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Le prochain sommet de la terre à Rio va notamment permettre d'identifier des enjeux et difficultés d'accès à l'énergie dans les pays en développement. Souvent, la difficulté d'accès à l'énergie s'accompagne d'une mauvaise gestion de l'énergie, entraînant une surconsommation inutile et coûteuse aux communautés déjà trop vulnérables. Une plus grande efficacité énergétique représente une des clés du développement local et pérenne de ces communautés.

Le Réseau Climat & Développement souhaite œuvrer pour que l'efficacité énergétique fasse partie de tout développement résilient et sobre en Gaz à Effet de Serre.

N°3

Ange BAIMEY
RC&D, Côte d'Ivoire

Benoît FARACO
FNH, France

Aissatou DIOUF
ENDA énergie, Sénégal

CONSTATS

L'inefficacité énergétique en Afrique

L'Afrique ne représente que 6% de la consommation mondiale d'énergie, et son accès à l'énergie - et l'électricité notamment - est entravé par des difficultés économiques et sociales. En outre, l'énergie consommée fait souvent l'objet de pertes importantes et de gaspillage.

Dans le secteur industriel, les technologies utilisées sont souvent vétustes, et porteuses de pertes d'énergie importantes. Associées à des coûts de production élevés de l'énergie, cela implique des problèmes importants de compétitivité pour les entreprises africaines.

La production et la vente sont souvent interrompues ou erratiques, les prix très volatiles et élevés. Par ailleurs, les pointes de consommation, mal gérées, impliquent de coûteux investissements dans les réseaux et font peser des risques sur la continuité de l'approvisionnement électrique.

Ainsi, alors que consommation est très faible, elle fait déjà l'objet de rationalisation par les consommateurs eux-mêmes, confrontés très régulièrement à des pénuries d'énergie et problèmes de délestage, ainsi qu'à une volatilité des prix de l'énergie.

En zone rurale, les communautés locales sont très dépendantes de la biomasse traditionnelle (bois énergie, charbon de bois...), et malgré les progrès fait dans l'utilisation des foyers améliorés, les systèmes énergétiques restent peu efficaces. Cela a des conséquences négatives aussi bien pour la santé de la population que pour les écosystèmes (déforestation par exemple), mais pèse aussi sur certaines catégories et notamment les femmes, en charge de collecter le bois.

On constate qu'en zone rurale comme en ville, c'est surtout par nécessité — et non par choix — que les consommateurs tendent à restreindre leur consommation d'énergie. Pourtant, on constate qu'en améliorant les infrastructures, la gestion, l'usage et la gouvernance des différentes sources d'énergie, on pourrait pourtant améliorer l'efficacité énergétique globale de l'Afrique tout en contribuant au bien-être des communautés locales.

ENJEUX

L'efficacité énergétique au cœur du développement

Le continent gagnerait à améliorer l'efficacité énergétique dans certains secteurs, notamment l'industrie, les transports, mais aussi les usages domestiques de l'énergie. L'efficacité énergétique consiste à satisfaire les mêmes besoins en limitant, par le recours à des technologies, les consommations d'énergie.

Les avantages de l'efficacité énergétiques pour le développement sont nombreux : réduction des importations d'énergies fossiles et baisse de la facture énergétique, consolidation de la productivité de l'industrie, amélioration des conditions de vie des populations, réduction des impacts sur l'environnement des consommations d'énergie...

En développant l'efficacité énergétique, non seulement des emplois peuvent être créés, mais cela peut aussi entraîner des baisses des coûts de production

de l'électricité. L'efficacité énergétique est donc un facteur clé du développement sobre en carbone. C'est d'ailleurs l'objet de l'article 2 du Protocole de Kyoto qui indique que l'accroissement de l'efficacité énergétique serait profitable au développement durable et à l'économie.

Le changement du modèle de développement présent qui se caractérise par un système énergétivore est ainsi une partie de la solution à la crise globale. Maîtriser la demande énergétique, structurer l'offre des services énergétique, assurer un accès efficace des communautés à la ressource permettrait des économies d'énergie au niveau globale. Et ces économies d'énergie impacteraient le développement de façon positive en contribuant à la réduction des inégalités sociales.

SOLUTIONS

Pour des politiques africaines d'efficacité énergétique

À l'image du fort potentiel en énergie renouvelables, l'Afrique dispose d'un potentiel important en efficacité énergétique, dans les différents secteurs que sont le transport, l'industrie et les usages domestiques de l'énergie.

Pourtant, alors que l'efficacité énergétique est une solution « gagnante-gagnante » reconnue par tous, elle est négligée par les décideurs politiques. En effet, un rapide bilan de 20 ans de lutte contre le changement

climatique montre que l'efficacité énergétique n'a reçu que peu de financements de la part des différents bailleurs, et que son potentiel est encore sous-estimé dans le cadre des négociations de la CCNUCC sur les futures actions de réduction d'émission de gaz à effet de serre des pays en développement (« NAMAs »). Il faut impérativement développer des politiques et cadres incitatifs pour permettre une plus grande efficacité énergétique, bénéfique pour le climat et pour les populations.

Encourager les technologies efficaces

Réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et les transports, améliorer l'accès aux services énergétique sont autant des solutions pratiques déjà mise en œuvre mais qu'il serait déterminant de renforcer. Par exemple, face à la précarité énergétique de certaines communautés rurales de Benin, les ONG développent des projets qui allègent la collecte de bois-énergie, devenue une tâche difficile pour les femmes à cause des changements climatiques, tous en apportant une réponse à la sécurité alimentaire par l'accès à cette

énergie d'origine végétale. L'ensemble de ces projets, efficaces au niveau des communautés, doivent donc être reconnus comme étant partie intégrante des stratégies de développement sobre en carbone, et donc doivent être éligibles à des financements internationaux, en particuliers ceux issus du fonds vert de Cancun. Par ailleurs, ces projets ne pourront se dupliquer que s'ils sont encadrés efficacement par des cadres de régulation et de réglementation.

Mettre en place des politiques nationales d'efficacité énergétique

Aujourd'hui, malgré certains progrès, l'efficacité énergétique reste cantonnée à quelques projets développés sur le terrain, alors qu'elle devrait faire l'objet de politiques publiques nationales. En effet, certaines technologies sont suffisamment mûres pour être développées à grande échelle, comme par exemple les foyers améliorés, qui pourraient faire l'objet d'une réglementation, tant les gains économiques, sanitaires et environnementaux sont supérieurs aux coûts d'investissements.

Dans d'autres secteurs, et notamment celui des transports, quelques normes simples pourraient contribuer à

réduire les consommations unitaires par service rendu. Il s'agit par exemple d'une optimisation des politiques de vitesses maximales autorisées, qui présentent le double avantage de réduire la consommation unitaire des véhicules tout en garantissant la sécurité routière. Par ailleurs, certains pays ont introduit des normes sur la consommation unitaire des véhicules, ou tentent de prohiber l'importation de véhicules anciens trop consommateurs. Ces mesures, si elles rentrent parfois en conflit avec des enjeux de développement car elles provoquent un renchérissement du service de mobilité, sont toutefois bénéfiques sur le long terme, car elles

entraînent des économies de carburants, et bien souvent une baisse des dépenses publiques dans les pays où la consommation de carburants est subventionnée par les pouvoirs publics. Dans le secteur du bâtiment, des normes imposant certaines technologies efficaces, comme la production d'eau chaude sanitaire par le

biens de solaire thermique, permettraient des gains importants. Il est donc nécessaire que chaque pays africain développe des politiques nationales d'efficacité énergétique, et se dote des outils réglementaires et législatifs pour bannir progressivement tout gaspillage énergétique.

Réformer la gouvernance de l'énergie

L'ensemble de ces mesures passe par une modification de la gouvernance de l'énergie, afin de mieux associer les consommateurs, et notamment les communautés, à la mise en œuvre de solutions d'efficacité énergétique. Pour cela, il est nécessaire de décentraliser les politiques énergétiques pour les rapprocher des utilisateurs. Cela assurera une meilleure diffusion des technologies, et renforcera l'acceptabilité sociale des technologies. Il

est donc indispensable d'associer pouvoirs locaux, ONG, acteurs économiques dans la définition de stratégies énergétiques locales, pour lesquelles des indicateurs adaptés doivent être développés. Le rôle des universités et des centres de savoirs est tout aussi essentiel, dans la mise en œuvre de ces politiques qui constituent un pilier incontournable d'un développement sobre en carbone.

DES PROJETS DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT

Donner une réponse durable au problème d'efficacité énergétique des communautés locales passe par le développement d'actions concrètes et de projets sobres en carbone et résilients. Les projets de développement sobre en carbone et résilients aux changements climatiques mis en œuvre déjà par de nombreuses organisations du Réseau Climat & Développement constituent des bonnes pratiques et des solutions au problème de l'efficacité énergétique.

UN PARTENARIAT AVEC LE BÉNIN POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FOYERS AMÉLIORÉS EN CÔTE D'IVOIRE (Jeunes Volontaires de l'Environnement)

Grace à l'appui financier de JVE International et de Norad Norvège, JVE Côte d'Ivoire a entrepris l'introduction des foyers améliorés « nansu » en milieu rural de la région Est du pays. Cette région qui jadis était prénommée « la boucle du cacao » (la Côte d'Ivoire est le 1er producteur mondial de cacao) ne l'est plus à cause de la dégradation des ressources naturelles et de la qualité des sols. Cette dégradation est notamment liée à la culture trop intensive de cacao, et à l'utilisation excessive de biomasse par les communautés rurales.

Dans le cadre d'un transfert de technologie sud-sud, JVE Côte d'Ivoire - par l'entremise de JVE Benin - propose des foyers énergétiquement efficaces aux communautés afin de réduire la pression exercée sur les forêts et (a fortiori) sur le développement agricole. JVE Côte d'Ivoire entend également créer d'un parc à bois pour rééquilibrer la pluviométrie, et contribuer à l'autonomisation des femmes grâce à la création de ces nouvelles sources de revenus.



© Enda Énergie

DES SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES DURABLES POUR FUMER LE POISSON EN AFRIQUE DE L'OUEST (Enda Énergie)

Au cours de l'année 2010, Enda Énergie a développé un projet lié aux systèmes énergétique durable en Afrique de l'ouest. Ce projet a fait la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans l'usage productif des services énergétiques à travers les filières de fumage de poisson, de boulangerie, et de distribution de gaz butane.

L'approche par les chaînes de valeur a permis d'identifier les différents acteurs d'une chaîne, leurs besoins d'appui spécifique d'une part, de procéder à des formations ciblées d'autre part. Le développement de la chaîne de valeur « fumage de poisson » dans les zones insulaires du Sénégal a permis aux groupements de femmes transformatrices, de renforcer leur capacité de production de manière efficiente à travers des fours économes en énergie.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

L'efficacité énergétique est une composante essentielle de l'économie verte. Elle contribue à développer l'accès universel aux services énergétiques de base et doit s'appuyer sur une réforme de nos modes de consommation et de production énergétique dans le pays développés comme dans les pays en développement, notamment en utilisant les outils de réglementation locaux, nationaux et internationaux.

Rio+20 doit garantir le droit à l'énergie durable pour les communautés

- ❖ Affirmer le droit universel aux services énergétiques de base.
- ❖ Interroger notre mode de consommation énergétique et aider les gouvernants des pays en voie de développement à concevoir des outils réglementaires qui suppriment les gaspillages énergétiques et régulent le secteur de la production ou de la consommation.

Rio+20 doit promouvoir les politiques d'efficacité énergétique

- ❖ Chaque État doit travailler à développer des plans d'action d'efficacité énergétique, utilisant les outils réglementaires appropriés.
- ❖ Il faut créer des marchés locaux sur les technologies de l'efficacité énergétique basées sur les innovations locales et les savoirs faire existants dans les pays en développement.
- ❖ Il faut accélérer la diffusion des technologies efficaces, en créant un mécanisme de transfert de technologie souple.

Rio+20 doit assurer l'indépendance face aux énergies fossiles

- ❖ Réaffirmer l'engagement de la communauté internationale à supprimer les subventions à la production d'énergie fossiles et les rediriger vers la lutte contre les changements climatiques.
- ❖ Appeler les gouvernements de réduire les subventions à la consommation et l'utiliser à la promotion – entre autres - de l'efficacité énergétique.
- ❖ Encourager des politiques d'efficacité énergétiques dans les politiques et stratégies de promotion énergétique.

Rio+20 doit commencer par réformer la gouvernance de l'énergie

- ❖ Développer des indicateurs internationaux et nationaux pertinents pour évaluer et construire les politiques énergétiques, prenant en compte les spécificités des communautés.
- ❖ Associer systématiquement la société civile à l'ensemble des décisions énergétiques pour orienter les choix vers une durabilité.
- ❖ Inclure les enjeux énergétiques dans l'ensemble des politiques associées (politique de l'emploi, politique de migration et de gestion de l'exode rurale, politique agricole...).
- ❖ Créer des centres nationaux et régionaux d'excellence dans les principaux secteurs en associant la société civile et les institutions de recherches pour développer des innovations énergétiques locales.

Partenaires